



Sport, géopolitique et Christophe Gleyzes...

Par Éric Fourreau

« **F**ort avec les faibles et faible avec les forts. » Sans doute Gianni Infantino, le président de la FIFA, en a-t-il fait sa devise. Il n'aime rien moins que parader avec les puissants de la planète pour mieux servir ses propres intérêts et ceux de l'instance internationale, méprisant toute considération qui relève des droits humains ou de la protection de la planète et de la biodiversité. Après avoir fait la danse du ventre devant Trump pour mieux céder à ses caprices, il vient de se dire favorable à la réintégration dans les compétitions de l'équipe nationale et des clubs russes, lors d'une interview à la chaîne britannique Sky Sports, cajolant ainsi Poutine comme il l'avait fait lors du Mondial 2018 en Russie.

Ainsi va aujourd'hui la vie du foot business international, où le jeu en lui-même pèse peu au regard des intérêts économiques et politiques des puissants. L'exposition médiatique extrême du foot en particulier, et du sport en général, en a fait l'objet de toutes les convoitises, et un enjeu de géopolitique majeur. Ce n'est pas nouveau, et l'épisode de la « diplomatie du ping-pong » entre la Chine et les États-Unis, pendant la guerre froide, relaté dans ce numéro par Fabrice Guillet, vient le rappeler. Aujourd'hui, le sport est devenu un outil d'une telle puissance qu'il peut

transformer l'image et l'économie d'un pays à lui seul, comme l'analysent Carole Gomez (sur la façon dont Trump cherche à imposer son idéologie) et Jean-Baptiste Guégan (sur la stratégie adoptée par l'Arabie saoudite pour concurrencer le Qatar).

La géopolitique du sport pourrait aussi être un puissant levier pour agir sur la protection des droits humains. Nous aimerions bien sûr la voir activée dans de nombreux cas – ceux de la torture des Afghanes ou des Ouïghours, pour ne prendre que deux exemples emblématiques – et, plus proche de nous et du monde du sport en France, celui de Christophe Gleyzes, coupable d'avoir exercé son métier de journaliste qui relève d'un droit fondamental : la liberté d'expression. Condamné en première instance, le 29 juin 2025, à sept ans de prison ferme pour apologie du terrorisme, il est, à l'heure où nous écrivons ces lignes, toujours retenu dans les geôles algériennes. On aimerait, avec Vikash Dhorasoo – lors d'une soirée de soutien au journaliste, le 29 janvier dernier à Paris –, que « d'autres footballeurs importants, des noms importants, prennent la parole ». Car face à l'inaction des pouvoirs publics et des instances sportives, les athlètes eux-mêmes peuvent se révéler de précieux acteurs de la géopolitique du sport.

Soutenez-nous !

